



Arrêt

n° 266 683 du 14 janvier 2022
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. DESENFANS
Square Eugène Plasky 92-94/2
1030 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA Xe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 16 juillet 2021 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision de l'adjointe du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 14 juin 2021.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « *loi du 15 décembre 1980* »).

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 19 novembre 2021 convoquant les parties à l'audience du 07 décembre 2021.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me B. LENS *loco* Me C. DESENFANS, avocat, et Mme A. JOLY, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de « *refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire* », prise par l'adjointe du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Vous vous déclarez de nationalité camerounaise, de l'ethnie Bamiléké, de confession catholique. Vous êtes né à Bafou dans la région de l'Ouest le 14 octobre 1995 et vous y avez vécu jusqu'en 2014. Vous avez été au lycée jusqu'en classe de quatrième. À partir de 2015, vous travaillez en tant que commerçant en produits alimentaires à Douala, d'abord avec votre oncle, ensuite à votre propre compte. Vous êtes célibataire et sans enfants. Vous n'avez aucune activité politique, ni au Cameroun, ni depuis votre arrivée en Belgique en avril 2018.

Le 16 mai 2018, vous avez introduit une demande de protection internationale. A l'appui de cette demande, vous invoquez les faits suivants :

Vous commencez vos activités de commerçant à Douala en 2015 et vous faites la connaissance de [N.P.], l'un de vos fournisseurs, qui travaille avec sa maman. Quelques temps plus tard, vous entamez une relation avec lui. En mars 2018, il part au Gabon pour deux semaines. A son retour, vous vous voyez le 14 au matin, jour de son anniversaire. Le soir, vous sortez prendre un pot pour fêter son anniversaire. Il dit qu'il veut vous montrer quelque chose et se dirige vers les toilettes. Vous le suivez et vous commencez à vous embrasser et à vous dire que vous vous êtes mutuellement manqué. Vous oubliez de bloquer la porte, un monsieur vous voit, quelques instants plus tard, d'autres messieurs entrent et déclenchent la bagarre. Le barman parvient à vous sortir, des personnes continuent à vous frapper, vous et [P.], mais vous réussissez à fuir.

Le lendemain, votre oncle apprend au marché que [P.] est mort. Il rentre à la maison, se fâche sur vous mais il se calme en présence de sa copine. Vous restez une semaine chez lui parce que vous n'avez pas d'autre endroit où aller. Une semaine plus tard, tandis que vous êtes en train de vous laver dans la salle de bains située à l'extérieur de la maison, vous voyez un groupe de gens arriver. Ils se mettent à voler et à tout casser dans la maison de votre oncle. Celui-ci vous prévient que ça ne fait que commencer. Vous partez chez un ami, [M.], à Yaoundé, où vous passez une semaine. Vous sortez faire une course, à votre retour, vous voyez un attroupement devant sa maison, vous vous renseignez, vous apprenez qu'ils cherchent une personne homosexuelle et vous vous rendez compte que ce sont les mêmes personnes qui ont tout cassé chez votre oncle. Vous quittez les lieux, revenez un peu plus tard faire votre valise et vous retournez sur Douala. Vous apprenez par votre oncle que des personnes sont allées tout casser chez vous et que vous risquez de ne pas reconnaître la maison. Il vous dit qu'ils ont tapé sur un cousin pour qu'il leur dise où vous êtes. Votre oncle vous conseille d'aller chez son amie Sandrine, le temps de trouver une solution. Deux jours après, votre oncle vous informe que vous allez voyager et deux ou trois jours plus tard, il vient vous chercher, vous partez avec un passeur pour l'aéroport de Douala. Votre oncle vous donne un passeport et un billet d'avion. Vous quittez le Cameroun le 29 avril 2018 et arrivez avec le passeur à Bruxelles le même jour, celui-ci vous amène à la gare du nord et disparaît. Un compatriote vous explique où et comment obtenir de l'aide et demander la protection internationale.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après examen de votre dossier, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel de subir des atteintes graves au sens de la définition de la protection subsidiaire reprise à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

En effet, l'analyse de votre dossier a mis en évidence certains éléments qui minent la crédibilité et la vraisemblance de vos déclarations. Ces éléments amènent le Commissariat général à rejeter votre demande de protection internationale.

Premièrement, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous soyez homosexuel.

En effet, bien que le Commissariat général observe qu'il n'est pas évident de prouver objectivement son orientation sexuelle, il est en droit d'attendre d'un demandeur qui se dit homosexuel qu'il soit convaincant sur son vécu et son parcours relatifs à son orientation sexuelle. Autrement dit, le Commissariat général est en droit d'attendre d'une personne qui allègue des craintes ou des risques en raison de son orientation sexuelle, un récit circonstancié, précis et exempt d'incohérence majeure. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce, attendu que les déclarations que vous avez tenues au cours de votre

entretien avec le Commissariat général ne sont pas convaincantes, plusieurs éléments affectant sérieusement leur crédibilité.

Vous expliquez ainsi ne pas avoir découvert votre attirance pour les garçons car c'était « un truc en [vous], ça a toujours été comme ça, depuis le bas âge, ça s'est juste développé » (Notes de l'entretien personnel du 3 décembre 2020 – NEP1, p.14). Encouragé à dire comment vous vous rendez compte de cette attirance, vous dites avoir essayé avec les filles mais ne vraiment rien sentir et qu'avec les amis, il y avait quelque chose que vous ne compreniez pas, que chez vous, ce n'était pas envisageable de penser pouvoir aimer un garçon. Ainsi, afin de comprendre votre situation, le Commissariat général vous demande quand vous êtes attiré par un garçon **la première fois**, ce à quoi vous mentionnez [N.P.] à l'âge de 20 ans (NEP1, p.14). Lors du second entretien, à la question d'évoquer un souvenir du lycée où vous êtes attiré par un garçon, vous parlez d'[H.T.], expliquant que vous étiez dans la même classe, que vous étiez « trop proches » et faisiez beaucoup de choses ensemble (Notes de l'entretien personnel du 31 mars 2021 – NEP2, p.3).

Certes, vous dites être attiré par les garçons du lycée lors du premier entretien. Vous mentionnez en début de cet entretien avoir de nombreux amis proches, dont [M.], [Mat.] et [B.] (NEP1, p.4) et vous relatez le moment où vous avez une érection dans l'eau, et où vous dites être en compagnie de [M.], [Mat.] et beaucoup d'autres personnes du village (NEP1, p.16). Cependant, le Commissariat général constate que vous ne mentionnez jamais [H.] lors de votre premier entretien, alors que vous en parlez lors du second comme de la personne dont vous étiez "trop proche" et qu' "à chaque fois que [vous vous voyiez, vous, vous aviez] cette attirance" (NEP2, p. 3-4). Vos propos peu concordants jettent un premier discrédit sur la réalité de votre attirance pour les hommes.

Ce constat est encore renforcé quand, à la question de savoir si vous avez une attirance pour d'autres garçons à part [H.], vous répondez que les autres garçons, « c'était comme ça, ce n'était pas comme pour [H.] » (NEP2, p.4). Ainsi, vos propos divergents sur la personne par qui vous êtes attiré la première fois, minent la crédibilité de votre attirance pour les hommes.

Vous dites être attiré par les garçons du lycée mais refuser d'accepter, parce que vous ne comprenez pas ce qui vous arrivait. Invité à décrire ce que vous ressentez lors du premier entretien, vous répondez que vous êtes entre garçons et que vous vous mettez toujours à regarder une personne, tandis qu'avec les filles ce n'est pas le cas (NEP1, p.14). Invité à évoquer une situation où vous êtes attiré par [H.] lors du second entretien, vous parlez du temps que vous pouvez passer ensemble, avec cette chose que vous aviez en vous, qui a déclenché quelque chose que vous ne compreniez pas, que vous n'arriviez pas à expliquer (NEP2, p.4). Vos propos vagues et imprécis ne reflètent pas un sentiment de vécu et minent la crédibilité de la découverte de votre attirance pour les hommes.

Interrogé à plusieurs reprises sur vos pensées et vos souvenirs par rapport à [H.], vous vous limitez à dire que vous le voyiez comme un frère, que vous ne pouviez pas imaginer que vous pouviez aller avec un homme (NEP2, p.4). Invité à évoquer d'autres souvenirs de cette période où vous découvrez votre attirance pour les hommes, vous dites ne pas en avoir, à part l'école (ibidem). Interrogé sur la manière dont vous vous rendez compte de « cette chose que vous avez en vous », vous répondez que l'on aime une personne avec laquelle on passe du temps, qu'[H.] était déjà un frère pour vous, que l'amour que vous éprouvez pour lui, c'est l'amour d'un frère et quelque chose d'autre qui s'est rajouté que vous ne connaissiez pas. Vos propos généraux, vagues, ne permettent pas au Commissariat général de croire au vécu de la situation, et amoindrissent également la crédibilité de votre attirance pour les hommes.

Invité à expliquer ce que vous pensez maintenant, vous vous bornez à répondre que vous comprenez que ce que vous ressentiez envers lui, c'était votre nature (NEP2, p.4), que cette chose que vous avez en vous, c'est de l'amour et que ce quelque chose qui s'est rajouté, c'est de l'amour (ibidem). Vos propos généraux, peu étayés et peu spécifiques sur ce que vous percevez aujourd'hui ne témoignent pas plus d'une réflexion ni d'un vécu concernant la découverte de votre homosexualité et minent aussi la crédibilité de votre attirance pour les hommes.

Interrogé sur la manière dont vous vous rendez compte de votre attirance pour [H.], vous expliquez que l'on aime une personne avec qui on passe du temps, vous répétez qu'il est un frère pour vous, que vous éprouvez l'amour d'un frère auquel se rajoute quelque chose que vous ne connaissez pas (NEP2, p.4). Invité à parler de vos pensées quand vous vous rendez compte de cet amour, vous parlez encore du fait qu'il était un frère pour vous. Alors que vous évoquez de la souffrance parce que vous ne comprenez pas ce que vous vivez, à la question de savoir ce que vous ressentez, vous évoquez une nouvelle fois

que c'était l'amour d'un frère et que vous ne pouviez expliquer l'attirance que vous aviez envers les hommes (NEP2, p.5). Vos propos répétitifs et peu spécifiques, peu étayés aussi, empêchent le Commissariat général de croire à la réalité d'un vécu homosexuel.

De même, à la question de savoir dans quelle situation vous êtes attiré par [H.], vous déclarez ne pas savoir quoi dire et répondez que vous pouvez passer du temps ensemble, avec cette chose que vous aviez en vous, que pour finir ça a déclenché quelque chose entre vous et lui que vous ne compreniez pas (NEP2, p.4). Cependant, interrogé sur vos pensées à ce moment-là, vous dites que vous le voyez comme un frère, que vous ne pouviez pas imaginer que vous pouviez aller avec un homme. Invité à évoquer d'autres souvenirs de cette période où vous découvrez cette attirance pour les hommes, vous répondez par la négative « à part ce que je vous ai expliqué, l'école, tout ça » (ibidem). A nouveau, vos propos peu étayés et peu spécifiques ne traduisent pas un sentiment de vécu et ne permettent pas au Commissariat général de croire à votre orientation sexuelle.

En ce qui concerne les précautions que vous prenez pour que votre entourage ne soupçonne pas votre homosexualité, vous dites que vous essayez de cacher de votre mieux votre érection quand vous partez faire du sport. A la question de savoir comment vous vous y prenez concrètement, vous expliquez que vous ne partiez pas faire de sport pour éviter d'être toujours en contact avec eux (NEP1, p.16). Interrogé sur la façon dont vous vivez ces contraintes, vous répondez que cela n'a pas été facile (NEP1, p.16). Vos propos peu étayés et peu spécifiques ne témoignent nullement d'un vécu.

Aussi, à la question de savoir si vous aviez conscience des préjugés, vous dites qu'au village vous en aviez conscience parce qu'avec les amis vous saviez que c'était un « truc mauvais ». Vous expliquez aussi que si une personne commence à parler de cela, ce sera perçu comme louche (NEP2, p.6). A la question de savoir ce que suscite en vous le fait d'entendre parler de « mauvais truc », vous déclarez ne pas savoir l'expliquer, prétextant qu'à ce moment vous ne saviez pas encore si vous étiez homosexuel (ibidem). Invité à expliquer si vous aviez pensé à ce qui se passerait si vous disiez que vous étiez homosexuel, vous répondez que tout le village vous détesterait, mais invité à en dire plus, vous vous bornez à dire que quand un village vous déteste, vous ne savez pas ce qui va suivre (NEP2, p.7). Vos propos peu étayés ne démontrent pas une réflexion au sujet de l'homophobie, pourtant très présente au Cameroun. Ils ne convainquent dès lors pas le Commissariat général du fait que vous y accordiez de l'attention et y apportiez une réflexion à ce sujet, minant dès lors la crédibilité de votre attirance pour les hommes.

Par ailleurs, le Commissariat général relève des divergences dans vos propos concernant votre affiliation à une association relative aux droits des personnes LGBTI. Ainsi, lors de votre entretien à l'Office des Etrangers, vous dites être simple membre de l'association « AGEBA » depuis le mois d'août 2015. Vous expliquez que l'association a pour objet d'échanger des conseils entre homosexuels (voir questionnaire du CGRA ; p.14). Or, lors de votre entretien au Commissariat général, vous déclarez être membre de l'association Affirmative Action (NEP1, p.6). Vos propos divergents jettent le discrédit quant à votre affiliation à une association en lien avec les droits des personnes LGBTI et remettent en cause votre crédibilité générale.

De plus, vous dites au début du premier entretien que vous êtes membre de cette association, cependant, lorsqu'en fin d'entretien, vous êtes interrogé plus en profondeur sur vos activités, vous expliquez que vous n'avez participé à aucune réunion ni à aucune activité et que vous ne vous êtes pas non plus inscrit, que vous n'avez pas demandé la carte de membre. Il ressort de vos propos que vous vous êtes peut-être rendu une fois à l'association (NEP1, p.22), ce qui ne permet pas au Commissariat général d'accorder foi à un quelconque investissement en faveur des personnes LGBTI, ni à une réflexion de votre part à ce sujet.

Enfin, alors que vous dites à l'Office des étrangers rejoindre l'association AGEBA en août 2015, vous liez votre affiliation à une association en faveur des personnes LGBTI lors de votre entretien au Commissariat général au moment où vous avez connu [P.] en 2016, et non en 2015. Ces propos contradictoires quant à votre appartenance à une association qui œuvre pour les droits des personnes LGBTI confortent encore le Commissariat général dans l'idée que vous n'êtes pas membre d'une telle association parce que vous n'êtes pas homosexuel.

Des éléments relevés ci-dessus et du fait de vos propos peu concordants et peu étayés, le Commissariat général ne croit pas à l'orientation sexuelle que vous prétendez avoir.

Deuxièmement, le Commissariat général est dans l'impossibilité de croire à la réalité de votre relation amoureuse avec [N.P.]. Plusieurs éléments viennent étayer ce constat.

En effet, le Commissariat général constate que vous ne connaissez pas grand-chose de la manière dont [P.] a réalisé son attirance pour les hommes. Ainsi, à la question de savoir comment il a découvert son homosexualité, vous répondez qu'il est sorti avec une fille, qu'il est allé jusqu'à coucher avec elle, par curiosité, et qu'après ça, il n'a pas aimé (NEP1, p.19). Interrogé sur ce qu'il a pensé de cette relation, vous répondez que vous ne pouvez pas savoir ce qu'il a pensé, que lui seul sait ce qu'il a pensé de cette relation (ibidem). Interrogé à nouveau lors du second entretien sur la manière dont [P.] découvre son attirance pour les hommes, vous répondez que vous ne savez pas expliquer à sa place, que vous ne savez pas comment il a géré son départ, sa prise de conscience. (NEP2, p.9). Or, compte tenu de l'importance que représente pour un individu la découverte de son orientation sexuelle, a fortiori lorsque celle-ci est considérée comme déviante et fortement condamnée par la société comme c'est le cas au Cameroun, il est invraisemblable que vous n'ayez pas abordé le sujet. Il n'est pas crédible que vous ne soyez jamais intéressé à ce moment particulièrement important dans la vie de votre partenaire que représente la découverte de son homosexualité.

Le Commissariat général relève également que vous ne connaissez pas grand-chose de la vie amoureuse de [P.] avant de vous rencontrer. Vous savez juste que vous n'êtes pas sa première relation, mais à la question de savoir avec qui il était, vous répondez que vous n'en avez aucune idée, qu'il ne vous l'a pas dit et que vous ne vouliez pas le savoir (NEP1, p.19). Vous ne savez pas non plus combien de temps il était resté avec cette ou ces personne(s) (ibidem). Vous dites lors du second entretien que sa vie précédente ne vous intéressait pas (NEP2, p.9). Interrogé sur les raisons pour lesquelles sa vie antérieure ne vous intéressait pas, vous expliquez que tout ce que vous vouliez c'était profiter du moment avec lui, c'était tout (ibidem). Cependant, le Commissariat général estime qu'il est peu crédible que vous n'en sachiez pas plus sur sa vie amoureuse avant vous, que vous n'ayez jamais échangé sur cet aspect, étant donné que vous avez une relation suivie de plus d'un an (NEP1, p.19). Ces méconnaissances amoindrissent également la crédibilité de votre première et unique relation au Cameroun et dès lors, la crédibilité de votre homosexualité.

Vous ne savez pas non plus si quelqu'un était au courant de l'homosexualité de [P.] avant le drame ; vous vous bornez à dire que vous n'avez jamais entendu personne parler de cela avec lui, que peut-être d'autres personnes étaient au courant, que vous ne savez pas (NEP1, p.19). Vous ne savez pas non plus si quelqu'un de son entourage nourrit des soupçons à l'égard de son homosexualité (NEP1, p.20), vous bornant à dire que vous n'aviez rien remarqué et que vous essayiez de vous cacher le mieux possible (ibidem). Or, dans le contexte homophobe prévalent au Cameroun, où vous dites vous-même que les personnes homosexuelles sont obligées de se cacher, le Commissariat général estime qu'il est invraisemblable que vous n'abordiez pas ce genre de sujet avec votre partenaire. Votre méconnaissance de cet aspect concernant [P.] mine également la crédibilité de votre relation avec lui.

Ensuite, invité à expliquer comment vous vous révélez votre attirance, vous déclarez que vous avez commencé à vous exprimer grâce à l'alcool, que vous avez continué à boire et qu'à un moment vous vous êtes retrouvés à vous embrasser (NEP2, p.8). Invité à décrire la manière dont il vous révèle son attirance, vous expliquez à nouveau qu'il vous dit qu'il a beaucoup d'attirance pour vous, qu'il sait que vous êtes comme lui, que vous avez continué à boire et que vous vous êtes retrouvés à vous embrasser (NEP2, p.9). Force est de constater que vos propos concernant la manière dont vous vous révélez votre attirance ne sont pas très étayés ni spécifiques. Il ressort de vos propos que vous vous révélez votre attirance de manière très spontanée et très facile ; or, vu le contexte homophobe dans lequel vous vivez, le Commissariat général estime que vos propos ne dégagent aucun sentiment de vécu et que cette révélation de votre attirance mutuelle n'est dès lors pas crédible.

De même, invité à relater un souvenir lors du premier entretien, vous dites que vous avez passé beaucoup de bons moments ensemble. Invité à raconter un souvenir en particulier, vous vous bornez à dire que vous aimiez bien quand vous marchiez ensemble et qu'il taquinait les filles, mais vous ne pouvez pas détailler autre chose lorsque vous êtes encouragé à le faire (NEP1, p.20). Invité à détailler un autre souvenir lors du second entretien, vous évoquez la semaine où vous êtes allés à Limbé. Invité par deux fois à en dire plus, vous dites que vous avez passé un moment ensemble là-bas, que c'étaient vos vacances et que vous avez passé un bon moment là (NEP2, p.10-11). Vos propos peu développés et peu spécifiques ne convainquent pas le Commissariat général de la réalité de votre relation amoureuse avec lui.

De même, invité à décrire son caractère lors du premier entretien, vous dites qu'il a un caractère sympathique, qu'il laisse entrer tout le monde sans faire de distinction (NEP1, p.20). Encouragé à en dire plus, vous répondez ne pas savoir quoi dire, que c'est une personne gentille, pas méchante, que c'était quelqu'un de bien. Vous ne savez pas non plus s'il avait des convictions politiques, et si vous savez qu'il était catholique, vous ne savez pas s'il allait à l'église (NEP1, p.20). Vos propos tellement peu détaillés et spécifiques à propos de [P.], que vous dites fréquenter presque tous les soirs après le travail au marché pendant plus d'un an ne convainquent pas non plus le Commissariat général de votre relation avec lui.

Par ailleurs, à la question de savoir quelles précautions vous prenez pour ne pas montrer votre relation avec [P.], vous vous limitez à répondre que vous faites de votre mieux pour être des copains comme les autres quand vous êtes dehors (NEP1, p.22). Invité à parler de votre stratégie pour cacher votre homosexualité lors du second entretien, vous expliquez que c'est de vous cacher et faire de votre mieux pour que les gens ne sachent pas (NEP2, p.12). Invité à en dire plus sur la manière dont vous vous cachez, vous dites que vous n'abordez pas les hommes n'importe comment (ibidem). Vos propos répétitifs mais lacunaires et peu détaillés ne traduisent pas un sentiment de vécu et confortent le Commissariat général dans l'idée que vous n'entreteniez pas de relation amoureuse avec [P.].

L'ensemble de ces éléments amènent le Commissariat général à remettre en doute la réalité de la relation amoureuse que vous auriez vécue avec [P.]. Dès lors, dans la mesure où la seule relation amoureuse homosexuelle que vous dites avoir eue au Cameroun n'est pas établie, c'est la réalité de votre vécu homosexuel qui peut légitimement être remise en question.

Vous évoquez avoir un petit ami en Belgique depuis fin 2018, [M.Z.], d'origine centrafricaine, en procédure comme vous, que vous avez rencontré dans le centre d'accueil où vous étiez tous les deux hébergés en tant que demandeurs d'asile (NEP2, p.14). Cependant, le Commissariat général n'est pas plus convaincu de cette relation. Déjà, vous ne savez pas exactement pour quelles raisons votre ami est ici, vous évoquez qu'il venait pour son travail et a décidé de rester, mais rectifiez en disant qu'il est venu pour se faire soigner, que sa maladie était tellement longue que son contrat a été annulé et qu'il s'est vu obligé de rester (NEP2, p.14). Vos propos confus ne révèlent pas d'emblée une grande connaissance de votre ami, d'autant plus que le Commissariat général estime qu'entre demandeurs de protection internationale ayant une relation homosexuelle, vous évoqueriez les raisons qui vous ont poussé à demander la protection internationale.

De plus, vous dites ne pas avoir discuté de la manière dont il a découvert son homosexualité, ni de la manière dont il se rend compte qu'il est attiré par les hommes (NEP2, p. 15). Or, comme évoqué supra, compte tenu de l'importance que représente pour un individu la découverte de son orientation sexuelle, a fortiori lorsque celle-ci est considérée comme déviante et fortement condamnée par la société comme c'est également le cas en République de Centrafrique, il est invraisemblable que vous n'ayez pas abordé le sujet, quand bien même vous étiez déjà tous les deux en Belgique, et d'autant plus que vous êtes tous les deux dans la même situation de demandeurs de protection internationale. Le fait que vous ne sachiez rien de ses relations avant vous, à part le fait qu'il est homosexuel depuis longtemps et qu'il a eu beaucoup de relations ne convainquent pas plus le Commissariat général de votre relation amoureuse avec [M.].

Des éléments ci-dessus, le Commissariat général ne peut croire en la réalité des deux relations amoureuses homosexuelles que vous relatez.

Dès lors que le Commissariat général estime que votre homosexualité n'est pas crédible, les faits de violences homophobes que vous alléguiez, et qui seraient directement liés à votre vécu homosexuel, ne peuvent davantage être établis. Divers éléments viennent conforter le Commissariat général dans cette constatation.

Troisièmement, le Commissariat général constate encore le manque de vraisemblance dans vos propos quant aux circonstances dans lesquelles votre homosexualité aurait été démasquée ainsi qu'aux circonstances entraînant les violences dont vous vous prétendez victime.

Ainsi, interrogé sur les précautions que vous preniez pour ne pas dévoiler votre homosexualité ou votre relation avec [P.], vous expliquez que vous faites de votre mieux pour faire comme si vous étiez des copains comme les autres (NEP1, p.22). Vous précisez que vous évitez de vous toucher quand vous êtes avec des gens (NEP1, p.23). Vous dites par ailleurs que vous aviez peur qu'il vous arrive quelque

chose à chaque fois que vous marchiez, mais que le drame est arrivé parce que vous n'aviez pas fermé la porte des toilettes du bar (NEP1, p.22). Cependant, le Commissariat général estime invraisemblable que vous oubliiez de prendre une précaution tellement élémentaire si vous dites faire de votre mieux pour passer comme des copains quand vous êtes à l'extérieur. Votre remarque selon laquelle « avec certaines émotions parfois ça arrive qu'on ne se contrôle plus » (NEP1, p.23) ne convainc pas plus le Commissariat général de la plausibilité de cet oubli. Ce comportement incompatible avec une crainte mine encore la crédibilité des violences dont vous vous déclarez victime.

Ensuite, vous déclarez qu'un groupe de personnes vient détruire la maison de votre oncle tandis que vous vous trouvez dans la salle de bains qui se trouve à l'extérieur (NEP1, p.12), et que ce sont les mêmes personnes qui viennent ensuite une semaine après à Yaoundé, lorsque vous vous réfugiez chez votre ami [M.] (ibidem). Vous dites également lors du second entretien qu'il s'agit du frère de [P.], [J.], qui vient chez votre oncle avec tout son arsenal, vous ajoutez que ce ne peut être que lui, parce que vous ne voyez personne d'autre pour faire cela (NEP2, p.13). A la question de savoir s'ils étaient dans le café où vous êtes surpris, vous répondez ne pas savoir. Vous ne savez pas non plus qui sont les personnes qui viennent chez [M.] à Yaoundé, ni comment ils auraient pu savoir que vous vous trouviez là (ibidem). Vos propos hypothétiques et très peu étayés ne convainquent pas plus le Commissariat général du fait que vous ayez été victime de violences homophobes et poursuivi pour ces mêmes raisons.

De même, vous dites que la famille de [P.] vous accuse d'avoir entraîné leur frère et d'être responsable de sa mort, cependant, à la question de savoir pourquoi ils disent cela, vous n'avez pas de réponse, vous limitant à dire qu'ils vous reprochent que son frère était devenu autre, cependant, vous ne pouvez pas non plus expliquer ce qui le rend différent (NEP2, p.13). Vos propos à nouveau peu étayés ne convainquent pas le Commissariat général du récit que vous livrez devant lui.

De l'ensemble des faits ci-dessus, le Commissariat général conclut que ni votre orientation sexuelle alléguée ni les faits de violences que vous invoquez à l'appui de votre demande ne sont établis.

Les documents que vous déposez ne peuvent inverser le sens de cette décision.

Vous déposez un contrat de travail avec la société EC-HUB à durée déterminée du 9 mars 2021 au 30 juin 2021. Celui-ci atteste de vos activités professionnelles en Belgique à cette période, sans plus.

Vous déposez diverses photos de blessures et cicatrices au pied, au dos, à la cuisse dont vous dites qu'elles ont été occasionnées pendant la bagarre. Cependant, ces photos ne peuvent corroborer vos déclarations, le Commissariat général étant dans l'incapacité de vérifier l'identité de la personne sur ces clichés, l'endroit où ils ont été pris et les circonstances dans lesquelles ces clichés ont été pris. Ces pièces ne peuvent dès lors être revêtues de la moindre force probante.

Par ailleurs, vous n'avez pas remis de notes d'observation suite à l'envoi des copies des notes des entretiens personnels les 9 décembre 2020 et 31 mars 2021.

Les documents ne sont pas susceptibles de renverser les constats précités.

Dès lors, pour les raisons exposées ci-dessus, le CGRA n'est nullement convaincu que vous avez quitté votre pays pour les raisons évoquées devant lui. Il n'est pas davantage convaincu de votre homosexualité comme vous l'alléguiez.

Par ailleurs, il ressort d'une analyse approfondie de la situation sécuritaire actuelle au Cameroun (voir **COI Focus « Cameroun. Situation sécuritaire liée au conflit anglophone. »** du 16 octobre 2020 (mise à jour), disponible sur https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cameroun_situation_securitaire_liee_au_conflit_anglophone_20201016.pdf ou <https://www.cgvs.be/fr> et **COI Focus « Cameroun. La crise anglophone : Situation des anglophones »** du 15 mai 2019) que ce pays est actuellement affecté par une crise appelée « crise anglophone ». Il s'agit toutefois d'un conflit localisé, qui se limite principalement aux deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La zone francophone du Cameroun n'est pas affectée par les violences liées à la crise anglophone, mis à part quelques incidents isolés. Il ressort donc clairement des informations que la violence liée à la crise anglophone est actuellement d'une ampleur très limitée dans la partie francophone du pays et qu'elle n'est pas généralisée. Dès lors, l'on ne peut

pas affirmer qu'un civil, du seul fait de sa présence, y court un risque réel de subir une atteinte grave au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.

Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse approfondie de toutes les informations disponibles, force est de conclure que la situation dans la partie francophone du Cameroun, plus précisément dans la région de l'Ouest dont vous vous déclarez être originaire, ne répond pas aux critères définis à l'art. 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980, qui vise à offrir une protection dans la situation exceptionnelle où la violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé atteint un niveau tel qu'il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans le pays en question, ou en l'espèce dans la région en question, un civil y serait exposé, du seul fait de sa présence, à un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) précité.

En conclusion, de l'ensemble de ce qui a été relevé supra, le Commissariat général constate que vous n'êtes pas parvenu à démontrer les motifs réels pour lesquels vous avez quitté votre pays et introduit la présente requête. Il est dès lors dans l'impossibilité de conclure à l'existence, en ce qui vous concerne, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 1er, paragraphe A, alinéa 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

De plus, vous n'êtes pas parvenu à rendre crédible l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général [...], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général [...] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. [...]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général [...] soit la réformer [...]* » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « *à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE* ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de

l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

2.2. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1er, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/UE précitée, s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a, à d, de la loi du 15 décembre 1980 (v. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

2.3. Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

3. La requête

3.1. Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante reproduit le résumé des faits invoqués tel qu'il figure au point A de la décision attaquée.

3.2.1. Elle invoque un premier moyen tiré de la violation de « [...] l'article 1^{er}, §A, al.2 de la Convention de Genève du 28/07/1951 en ce que le récit se rattache aux critères justifiant l'octroi de l'asile et/ou viole les articles 48/3, 48/4, 48/5, 48/7, 57/6 alinéa 2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ».

3.2.2. Elle invoque également un second moyen tiré de la violation « [...] [d]es articles 1, 2, 3 et 4 de la loi du 29/07/1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, en ce que sa motivation est insuffisante, inadéquate et contient une erreur d'appréciation, ainsi que « le principe général de bonne administration et du devoir de prudence ».

3.3. En substance, elle fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

3.4. Elle formule le dispositif de sa requête comme suit et demande au Conseil :

« A titre principal, [...] la réformation de la décision de refus du CGRA et de lui reconnaître la qualité de réfugié ou le bénéfice de la protection subsidiaire.

A titre subsidiaire, [...] l'annulation de la décision attaquée afin de renvoyer son dossier au CGRA pour procéder à toutes les investigations complémentaires que le Conseil jugerait nécessaires à la lecture du second moyen ».

3.5. La partie requérante joint à sa requête les documents inventoriés de la manière suivante :

1. « Copie de la décision attaquée
2. Copie de la désignation BAJ
3. Photographie du requérant et de B.
4. Témoignage de B.N.S.K. (+ titre de séjour)
5. Constat de lésions ».

4. Note d'observations

Dans sa note d'observations, la partie défenderesse constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif, qu'ils sont pertinents en ce qu'ils portent sur des éléments importants du récit du requérant et qu'ils ne sont pas valablement rencontrés en termes de requête.

Elle ajoute qu'« [...] il est raisonnable de penser qu'une personne placée dans les mêmes circonstances que celles invoquées par le requérant aurait été capable de répondre avec plus de consistance et de précisions aux questions posées lors de son entretien personnel devant le Commissariat général ». Elle observe que les questions ont porté sur des événements personnellement vécus par le requérant et ont concerné une personne qu'il a directement côtoyée. Elle admet qu'il peut être gênant et intimidant pour le requérant d'évoquer sa vie intime et privée mais rappelle que la charge de la preuve pèse sur le demandeur et que « les questions posées au cours des deux entretiens personnels avaient pour but d'apprécier la réalité de son orientation sexuelle qui est à la base de sa demande de protection internationale ». Elle considère que le fait d'évoluer dans une société où l'on ne parle pas de ses sentiments et où l'introspection n'est pas valorisée n'explique pas suffisamment les inconsistances constatées dans le récit du requérant. Elle trouve que les propos du requérant sur son « partenaire unique au Cameroun » et la relation qu'il soutient avoir entretenue pendant plus d'un an manquent « totalement » de crédibilité. Elle considère que les documents annexés à la requête, en particulier les photographies et le témoignage d'un ami, disposent d'une force probante limitée. Elle ajoute que le requérant ne fournit aucune preuve de l'octroi d'une protection internationale dans le chef de son compagnon, dénommé B., en raison de son homosexualité. Elle relève que l'attestation médicale établie le 5 juillet 2021 se limite à relever la présence de trois cicatrices sur le corps du requérant sans fournir d'indication concernant les circonstances dans lesquelles ces lésions sont survenues. Enfin, elle confirme son analyse quant à la protection subsidiaire. En conclusion, elle estime que « la décision incriminée est valablement motivée ».

5. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. L'article 48/3, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ».

En vertu de l'article 1^{er}, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 (ci-après dénommée la « Convention de Genève », Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954)), telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

5.2. En substance, le requérant, de nationalité camerounaise, fait valoir une crainte d'être persécuté en raison de son orientation sexuelle.

5.3. Le Conseil constate qu'il ressort des arguments en présence que le débat entre les parties porte essentiellement sur la crédibilité des faits invoqués, en particulier de l'orientation sexuelle avancée par le requérant et, partant, sur le fondement de la crainte alléguée en cas de retour dans son pays d'origine, le Cameroun.

5.4. Dans la décision attaquée, la partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer la protection subsidiaire (v. ci-avant « 1. L'acte attaqué »). Ainsi, elle conclut en substance, sur la base de motifs qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité du requérant sur plusieurs points importants du récit. En effet, elle estime que les déclarations du requérant, au vu de certaines divergences, de leur caractère vague et imprécis, du manque de vraisemblance, ne permettent pas d'établir l'orientation sexuelle et les relations alléguées ainsi que les circonstances dans lesquelles l'homosexualité du requérant a été démasquée et dès lors les circonstances entraînant les violences dont il a été la victime.

S'agissant des documents produits à l'appui de sa demande, la partie défenderesse considère qu'ils ne peuvent, à eux seuls, rétablir la crédibilité des faits et le bien-fondé des craintes allégués par le requérant.

Le Conseil constate donc que la décision attaquée développe les motifs amenant la partie défenderesse à rejeter la demande de protection internationale du requérant. Cette motivation est claire et permet à ce dernier de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

5.5. Dans sa requête, la partie requérante reproche en substance à la partie défenderesse de ne pas valablement remettre en doute l'orientation sexuelle du requérant ; *« les motifs avancés à cet effet étant tantôt inadéquats, tantôt insuffisants »*. Elle considère que l'appréciation de la partie défenderesse est *« tout à fait subjective et réalisée à charge »*. Elle relève également que la relation alléguée du requérant avec le dénommé P. n'est pas valablement contestée par la partie défenderesse alors qu'il fournit des *« précisions spontanées et suffisantes sur son partenaire et leur vécu mais aussi sur la prise en flagrant-délit engendrant la fuite »*. Pour la partie requérante, l'évaluation de la partie défenderesse sur ce point est *« purement subjective et trop sévère au vue de l'ensemble des déclarations du requérant »*. Elle reproche aussi à la partie défenderesse d'avoir trop peu instruit la relation du requérant avec B. (et non M.). Elle considère aussi que les faits de persécution allégués ne sont pas valablement remis en cause par la partie défenderesse. Elle fait en outre état de diverses informations sur la situation actuelle des homosexuels au Cameroun.

5.6. Pour sa part, le Conseil estime, après un examen attentif de l'ensemble du dossier administratif (en particulier des déclarations faites par la partie requérante lors de ses entretiens personnels des 3 décembre 2020 et 31 mars 2021) et du dossier de la procédure, mais aussi après avoir entendu la partie requérante à l'audience du 7 décembre 2021, conformément à l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil, qu'il ne peut se rallier à la motivation de la décision entreprise ; motivation qui ne résiste pas à l'analyse. En effet, les motifs de l'acte attaqué apparaissent soit insuffisants, soit trouvent une explication plausible dans la requête.

5.6.1. Ainsi, tout d'abord, le Conseil observe que la partie défenderesse ne remet pas en cause le fait que le requérant est de nationalité camerounaise, d'origine bamiléké, de confession catholique ni qu'il est né et a vécu à Bafou dans la région de l'Ouest jusqu'en 2014 puis à Douala.

5.6.2. Ensuite, indépendamment des faits allégués, le Conseil estime, contrairement à la partie défenderesse, que le requérant s'est révélé cohérent et convaincant lorsqu'il a évoqué son orientation sexuelle.

En particulier, le Conseil rejoint la partie requérante qui, dans sa requête, estime que le requérant explique de manière cohérente la prise de conscience de son orientation sexuelle. Elle souligne, en se référant à certaines déclarations du requérant, qu' *« [i]l fait bien part d'un cheminement, d'une évolution dans la prise de conscience. Il n'y a pas un moment clé qui lui permet de « se rendre compte », il s'agit d'un véritable processus »*. Le requérant fait notamment part qu'il a toujours ressenti être attiré par les garçons plutôt que les filles, qu'il ne comprenait pas son corps, qu'il refusait de l'accepter, qu'il a prétendu s'intéresser à une fille au lycée mais qu'il n'a jamais pu l'embrasser.

La partie requérante ajoute que *« (...) le requérant fait valablement part de ses ressentis, de leur ambivalence et de leur évolution (...) »*. Sur la base de l'ensemble des propos tenus par le requérant en ce compris à l'audience, le Conseil, fait dès lors sienne la conclusion de la partie requérante qui considère, contrairement à la partie défenderesse, que le requérant *« s'est montré convaincant quant à la « prise de conscience » de son orientation sexuelle, sur le cheminement et ses ressentis »*.

Le Conseil constate ensuite que le requérant a été capable de donner plusieurs informations pertinentes au sujet de son partenaire N.P. et qu'il a rendu compte avec sincérité de la réalité de cette relation amoureuse, en livrant des détails sur leur rencontre, son ressenti à l'égard de cette personne et leur vécu. Les reproches que la partie défenderesse adresse au requérant concernant l'évocation de cette relation amoureuse ne suffisent pas à remettre en cause cette relation en particulier les reproches portant sur la prise de conscience de N.P. de son orientation sexuelle ou ses relations précédentes. A cet égard, le Conseil fait sien le constat de la partie requérante qui estime qu' *« [e]n formulant ce grief, le CGRA préjuge largement de l'intérêt qu'une personne dans la situation du requérant devrait montrer pour le cheminement de pensées de son partenaire. Ce faisant, il manque de prendre en considération toute une série de composantes relatives à la personnalité de chaque personne formant le couple mais aussi des valeurs culturelles »*.

Par ailleurs, le Conseil constate, à l'instar de la partie requérante, que la relation entretenue en Belgique entre le requérant et un certain B. (et non M. comme présenté dans la décision attaquée) n'est pas suffisamment remise en cause par la partie défenderesse, laquelle se limite à motiver que le requérant est confus quant à la raison de la présence de B. en Belgique et considère « *qu'entre demandeurs de protection internationale ayant une relation homosexuelle, vous évoqueriez les raisons qui vous ont poussé à demander la protection internationale* ». Ensuite, la partie défenderesse indique que le requérant ne sait pas de quelle manière B. a pris conscience de son attirance pour les hommes et qu'il est invraisemblable que le requérant n'ait pas abordé ce sujet avec B. Le Conseil considère en effet que les exigences de la partie défenderesse sont bâties sur des hypothèses catégoriques et péremptoires qui ne sont pas enracinées dans le profil du requérant et de son compagnon. Pour le surplus, à l'audience, le requérant mentionne que B. a vu sa qualité de réfugié reconnue, ce qui n'a pas été contesté par la partie défenderesse.

Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que les motifs retenus par la décision querellée pour mettre en cause l'orientation sexuelle du requérant sont insuffisants et relèvent d'une appréciation subjective et parcellaire de l'ensemble des déclarations du requérant.

L'orientation sexuelle du requérant étant établie, il n'apparaît pas nécessaire en l'espèce de se prononcer sur les autres motifs de la décision concernant cet aspect de son récit et sur les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fait que le Conseil considère l'homosexualité du requérant comme établie à suffisance.

5.6.3. En outre, les informations auxquelles se réfère la requête au sujet de la situation prévalant au Cameroun, décrivent un environnement légal répressif et un climat social extrêmement hostile à l'égard des homosexuels, constats qui d'une part, corroborent le bien-fondé des craintes invoquées, d'autre part, incitent à une extrême prudence dans l'évaluation des demandes de protection internationale émanant des membres de la communauté homosexuelle de ce pays, et enfin, rendent illusoire toute protection effective des autorités de ce même pays.

5.7. Les diverses remarques contenues dans la note d'observations ne sont pas de nature à modifier ces constats.

5.8. Pour le surplus, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion quant au fait que la partie requérante établit à suffisance craindre des persécutions dans son pays en raison de son orientation sexuelle, ce qui suffit à justifier l'octroi de la protection internationale sollicitée.

5.9. En conséquence, la partie requérante établit à suffisance qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1^{er}, section A, § 2, de la Convention de Genève en raison de son appartenance au groupe social des homosexuels camerounais.

5.10. Partant, il y a lieu de réformer la décision attaquée et de reconnaître à la partie requérante la qualité de réfugié.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La qualité de réfugié est reconnue à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatorze janvier deux mille vingt-deux par :

M. G. de GUCHTENEERE,

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. BOURLART,

Greffier.

Le greffier,

Le président,

M. BOURLART

G. de GUCHTENEERE